

OPEN SOCIETY EN EUROPE

UNE BRÈVE HISTOIRE

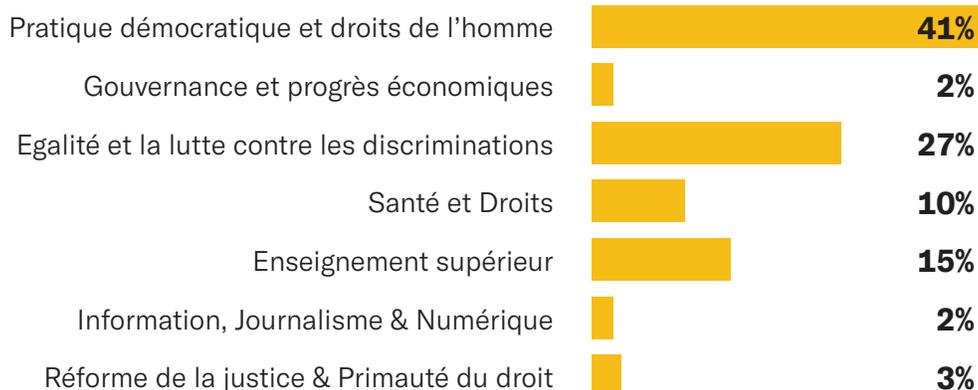
Les Fondations Open Society opèrent en Europe depuis 1984 lorsque que George Soros a établi sa première fondation en Hongrie, aux tous débuts de ses efforts pour aider les pays d'Europe Centrale et Orientale à négocier leur sortie du Communisme. Aujourd'hui, Open Society s'est agrandie pour devenir le plus grand bailleur de fonds privé d'organisations travaillant pour défendre et promouvoir les droits de l'homme, la justice et la démocratie dans le monde entier, grâce à plus de 20 fondations nationales et régionales.

En Europe, notre effort d'octroi de subventions est dirigé par l'Open Society Initiative for Europe (OSIFE), dont le siège se trouve à Barcelone, alors que l'Open Society European Policy Institute (OSEPI), basé à Bruxelles, poursuit ses activités de plaidoyer avec les institutions de l'Union européenne. Par ailleurs, les bureaux de Londres et Berlin accueillent des programmes thématiques travaillant à travers le monde sur des questions telles que les droits de l'homme, l'éducation et l'accès aux soins de santé. Cinq fondations nationales travaillent aussi en Albanie, en Bosnie-Herzégovine, au Kosovo, en Macédoine et en Serbie.

Un peu moins de dix pour cent du budget annuel des Fondations Open Society sont consacrés à financer le travail en Europe.

Ce travail est basé sur la vision de l'Open Society selon laquelle une démocratie florissante a besoin d'une participation civique active des citoyens, non seulement au moment des élections, mais aussi dans les activités quotidiennes de prises de décisions locales et nationales. Cela implique de trouver des réponses à des questions difficiles, et d'écouter les gens qui vivent aux marges de la société.

SUBVENTIONS 2018 EN L'EUROPE PAR SECTEUR



Budget total pour l'Europe en 2018 (US\$):

81,7 M

Budget total mondial en 2018 (US\$):

1.005 M

9 ACTIONS DES FONDATIONS OPEN SOCIETY EN EUROPE

- 1** Les Fondations Open Society ont participé au lancement en 2017 de l'European Roma Institute for Arts and Culture. Basé à Berlin, c'est la première institution artistique de ce genre consacrée aux artistes Roms.
- 2** Nous soutenons des douzaines d'organisations de surveillance et de défense des droits de l'homme ainsi que l'Union pour les libertés civiles en Europe, qui représente ses membres nationales dans les débats Européens.
- 3** Nous encourageons la participation des parents et des professionnels des milieux de la santé et de l'éducation dans la construction de systèmes de soins inclusifs et efficaces pour la petite enfance et pour l'éducation.
- 4** Open Society a soutenu la création de l'European Implementation Network, qui assure des services de surveillance du respect par les gouvernements nationaux des arrêts de la Cour Européenne des Droits de l'Homme.
- 5** Nous avons travaillé avec les forces de police dans des villes en Espagne, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni dans leurs efforts pour éliminer les contrôles d'identité, les fouilles et les arrestations fondées sur des préjugés raciaux.
- 6** Nous apportons notre assistance aux groupes locaux qui travaillent avec les réfugiés et les communautés de migrants pour les aider à réussir leur intégration dans leur pays d'accueil.
- 7** Dans nos efforts de lutte contre la discrimination nous avons soutenu des groupes qui surveillent les agressions racistes en Italie et en Grèce, en finançant des campagnes défendant les droits des femmes et la parité de l'Irlande à la Pologne.
- 8** Notre Initiative pour la santé mentale a permis de soutenir des efforts en Croatie, en Macédoine, en Roumanie et ailleurs pour réformer la prise en charge de personnes atteintes de déficiences mentales, en les sortant de leur situation d'enfermement de longue durée en établissement institutionnel afin de leur permettre de vivre au milieu et avec le soutien de la communauté.
- 9** Nous soutenons les journalistes indépendants, les défenseurs des droits de l'homme, les lanceurs d'alertes et les personnes engagées dans la lutte anti-corruption, pour améliorer leur sécurité physique et technologique, et pour répondre aux difficultés juridiques auxquelles ils doivent face.